



Projet d'Appui à la Gouvernance Démocratique et au Renforcement des Capacités

GUINEE-PNUD

Rapport de fin de cycle 2007-2012

Conakry, le 30 novembre 2012

TABLE DE PRESENTATION

ACRONYMES & REFERENCES	3
FICHE SIGNALETIQUE DU PROJET	4
INTRODUCTION.....	5
Historique du Programme.....	5-6
Contexte et justification.....	6-8
I. RAPPEL DES OBJECTIFS ET RESULTATS DU PROJET.....	8-9
II. EXAMEN ET ANALYSE DES RESULTATS.....	10
Résultats attendus.....	10-11
Réalisations et leur contribution à l'effet.....	11-16
III. DEFIS ET CONTRAINTES MAJEURES.....	17
IV. LEÇONS APPRISES ET BONNES PRATIQUES IDENTIFIEES.....	17-18
V. GESTION FINANCIERE.....	18
VI. PRINCIPALES RECOMMANDATIONS.....	18
VII. PERSPECTIVES.....	19
CONCLUSION.....	19
VIII. ANNEXES.....	20-29
1. Tableau récapitulatif des réalisations au cours du cycle 2007-2012	
2. Rapport financier global	
3. Inventaire des biens & équipements	

ACRONYMES & REFERENCES

N°	Acronymes	Références
1	ANLC	Agence Nationale de Lutte contre la Corruption
2	CDMT	Cadre de Dépenses Moyen Terme
3	CENI	Commission Electorale Nationale Indépendante
4	CES	Conseil Economique et Social
5	CIP	Centre d'Information de Proximité
6	CNT	Conseil National de la Transition
7	CPAP	Plan d'Action des Programmes des Pays
8	CR	Commune Rurale
9	CU	Commune Urbaine
10	FDS	Forces de Défense et de Sécurité
11	MACEF	Ministère de l'Audit, Contrôle Economique et Financier
12	MATD	Ministère de l'Administration du Territoire et Décentralisation
13	MDDL	Ministère de la Décentralisation et du Développement Local
14	NU	Nations Unies
15	OHADA	Organisation Harmonisée en Afrique du Droit des Affaires
16	OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
17	OPJ	Officier de Police Judiciaire
18	PAGDeRC	Programme d'Appui à la Gouvernance Démocratique et au Renforcement des Capacités
19	PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
20	PNUAD	Programme des Nations Unies d'Aide au Développement
21	OSC	Organisations de la Société Civile
22	PBB	Projection de réalisation par rapport au budget
23	SERACCO	Service Régional d'Appui aux Collectivités, Coopératives et ONG
24	SNU	Système des Nations Unies
25	UCC	Unité Centrale de Coordination

FICHE SIGNALÉTIQUE DU PROJET



DIRECTION NATIONALE DE LA DECENTRALISATION
*PROJET D'APPUI A LA GOUVERNANCE DEMOCRATIQUE ET AU
RENFORCEMENT DES CAPACITES*

Titre du projet : Projet d'Appui à la Gouvernance Démocratique et au Renforcement des Capacités - PAGDeRC	Numéro du Projet : 57457
Date de démarrage du projet : Octobre 2007 Date d'achèvement du projet : Décembre 2012	Période couverte par le rapport : Octobre 2007 – Décembre 2012
Date du dernier comité de Pilotage : 29 novembre 2012	
Montant global du budget : 5.272.833 \$ US	Agence d'exécution : Direction Nationale de la Décentralisation/MATD
Dépenses totales réalisées : 4 270 304 \$ US	
Directeur National du projet :	Abdoulaye KABA
Coordonnateur National du projet :	Gérard COKER
Chargés de Programme :	Charlotte LAWRENCE/Aboubacar Sidiki COULIBALY/ Mamadou Bobo SOW
Expert en Gouvernance :	Abdoul Latif HAIDARA

INTRODUCTION

I- HISTORIQUE DU PROGRAMME

La Guinée a l'image des autres pays en développement, s'est engagé dans des exercices similaires de programmation dont la plus importante a été la formulation du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté dont le deuxième, en cours de mise en œuvre, est adossé aux efforts d'évaluation de besoins pour l'atteinte des OMD conduits conjointement par le Gouvernement et le système des Nations Unies (SNU).

Les questions de gouvernance ont été prises en compte dans cette stratégie. Elles visent notamment à : i) l'amélioration de la gouvernance politique et démocratique à travers le renforcement des capacités des institutions républicaines (Assemblée nationale, Cour suprême, Conseil économique et social, Conseil national de la communication, pouvoir judiciaire), la promotion des droits humains, la préservation et le renforcement de la stabilité et de la sécurité, la promotion et le renforcement des capacités de la société civile (OSC, média) et la promotion du dialogue national et le renforcement des capacités des partis politiques et du processus électoral; ii) le renforcement de la gouvernance économique à travers le renforcement des capacités d'analyse et de prévision macro-économique, renforcement des capacités en matière de planification stratégique, renforcement des capacités de production d'informations statistiques, amélioration des capacités de programmation et de gestion des finances publiques ; iii) l'amélioration de la gouvernance administrative ; iv) l'amélioration de la gouvernance locale ; v) la lutte contre la corruption et l'impunité ; vi) le genre et l'équité.

Parallèlement aux efforts nationaux, les partenaires au développement de la Guinée ont développé des initiatives importantes qui aident à l'atteinte des objectifs de la SRP dans le domaine de la gouvernance.

Au niveau du Système des Nations Unies, le PNUD a conduit sur demande du gouvernement un important exercice d'évaluation des capacités de gestion du développement à la suite de l'évaluation des besoins pour l'atteinte des OMD. Ce travail de diagnostic a permis d'établir dans les détails les points forts de l'administration guinéenne ainsi que les faiblesses qui limitent encore son efficacité. Trois départements clés ont fait l'objet d'étude notamment l'économie et les finances, le plan et la fonction publique. Au-delà de cet exercice, le PNUD a mis a place dans le cadre de sa programmation conjointe au sein du Système des Nations unies (UNDAF), un important programme de gouvernance sur la période 2007-2011 dont les axes stratégiques portent sur :

i) la consolidation et l'amélioration du processus de décentralisation ; ii) l'amélioration de la prestation des services publics ; iii) la promotion des droits humains ; iv) l'accroissement de la participation politique des acteurs nationaux.

Ce programme mis en place sous la responsabilité du gouvernement est en phase de bénéficier d'une revue permettant de mieux aligner ses objectifs sur les priorités actuelles du pays. A travers ce programme, plusieurs autres initiatives ont été développées notamment : la création et l'opérationnalisation des centres d'information de proximité (CIP) ; l'appui à l'émergence d'une administration moderne incluant l'assemblée nationale, à travers les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) ; et la mise en place d'un programme de développement local (PDLG II). Outre ces interventions spécifiques, le PNUD a participé avec le concours des autres agences à la mise en place d'un programme conjoint en Guinée Forestière dont l'un des axes stratégiques porte sur l'amélioration de la gouvernance dans cette région dont les conséquences de la guerre civile sont les plus visibles.

Le SNU a apporté également une contribution significative à la consolidation de la paix à travers le Fonds de consolidation de la paix dont les principaux projets portent sur :

- i) l'appui au secteur de la justice et de la sécurité ;
- ii) le renforcement du dialogue national et l'éducation citoyenne ;
- iii) la prévention des conflits ;
- iv) la promotion et le renforcement des organisations de jeunes et de femmes.

Au-delà des appuis apportés au processus électoral par les autres partenaires, ceux-ci interviennent dans les secteurs aussi variés que la modernisation de l'administration, le renforcement des structures sociales et communautaires et le renforcement des capacités nationales. La communauté internationale très mobilisée au sein du groupe international de contact adhère à l'esprit d'une démarche participative de formulation du programme dont les axes stratégiques sont liés aux interventions en cours.

II-CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La République de Guinée, bien que disposant d'un important potentiel de développement fait face à de graves déséquilibres d'ordre économique, financier, social et politique ayant conduit à l'aggravation de la pauvreté des Guinéens.

En effet, plus de 43% de la population vivaient au dessous du seuil de pauvreté en 1995. Ce taux de paupérisation est passé de 53% en 2005 et à près de 59 % depuis 2009.

Les facteurs explicatifs de cette situation sont entre autres :

- La chute des recettes d'exportation due à la baisse des cours de son principal produit d'exportation : la bauxite et à la flambée des prix des

produits pétroliers dont la Guinée est importatrice nette ainsi que des prix des denrées alimentaires dont le pays est aussi un gros importateur.

- La baisse sensible des aides extérieures due au manque de soutien financier depuis quelques années déjà, à cause de la mal gouvernance économique, sociale et politique.
- La dégradation conséquente des finances publiques ayant entraîné l'accumulation d'arriérés de paiements intérieurs et extérieurs très importants.
- Le niveau insoutenable de la dette.
- La dégradation inquiétante de l'environnement qui était déjà préoccupante quand elle s'est particulièrement accentuée avec la présence prolongée des réfugiés en provenance du Libéria et de la Sierra Léone, des suites de nombreux et longs conflits armés dans ces pays voisins.

La République de Guinée donnait cependant beaucoup d'espoir à son ouverture à l'économie de marché en 1984 et durant les années 1990, avec un taux de croissance économique supérieur à 5% en moyenne en termes réels, un taux ayant même légèrement dépassé les 6% en 1990 mais qui a commencé à baisser les années 1990 pour se situer en moyenne à 4,6% entre 1994-1999.

Le déclin de l'activité économique a commencé en 2000, suite à une mal gouvernance que les agressions rebelles sont venues aggraver pour faire baisser la croissance en moyenne à 2,7% de 2000 à 2003, un taux inférieur à celui de la croissance démographique de 2,8%. Le taux de croissance économique a poursuivi sa baisse de 20 à savoir, 2,5% en 2006, 1,8% en 2007, 1,9% en 2008 et -0,3% en 2009, traduisant aussi l'aggravation de la pauvreté dans le pays.

La mal gouvernance sociale a aussi engendré une profonde crise sociale, traduite par les grèves de Juin 2006 et de Janvier-Février 2007, ayant abouti à un soulèvement populaire contre le régime en place qui avait entretenu un grave déficit de dialogue avec ses partenaires sociaux et politiques, sans oublier ceux économiques qui ont tous réclamé le changement aujourd'hui en cours.

La reprise du pouvoir par l'Armée le 23 Décembre 2008 avait redonné beaucoup d'espoir de changement avec des Actions spectaculaires de lutte contre le détournement de deniers et de biens publics, de lutte contre le trafic de la drogue et contre l'ethno stratégie.

Mais la persistance de la mal gouvernance économique et la brusque détérioration de la gouvernance politique ont développé des contradictions au sommet de l'Etat et conduit à l'attentat contre le Président de la République, aujourd'hui en exil à Ouagadougou (Burkina Faso) où ont été signés, le 15

Janvier 2010, les accords confiant la République à un Président Intérimaire et la tête du Gouvernement à un leader politique issu des Forces Vives.

La mission essentielle de ces nouvelles Autorités était de conduire la Transition à bons termes, en réussissant une élection présidentielle transparente aux résultats acceptables par tous.

Le premier tour de cette élection présidentielle ayant été organisé dans la précipitation le 27 Juin 2010, de nombreux dysfonctionnements ont été observés, que la CENI (Commission Electorale Nationale Indépendante) a récemment réussi à corriger avec l'aide précieuse du Président de la Transition, pour fixer la date du second tour au 7 Novembre 2010.

L'acceptation des résultats de cette élection, préparée il faut le reconnaître sous haute tension, ramènera la Guinée à une vie constitutionnelle normale pour une valorisation enfin réussie de son énorme potentiel de développement. Tel est en tout cas le souhait de tous.

Malgré ces situations difficiles, et justement pour ces raisons, les partenaires au développement n'ont jamais cessé d'apporter leur appui à la Guinée pour la valorisation de son potentiel économique social et humain.

C'est dans ce contexte que le SNU et plus particulièrement le PNUD ont développé avec le Gouvernement, des programmes de coopération notamment de Gouvernance, sur la période 2007 – 2012, qui font l'objet du présent rapport.

III. RAPPEL DES OBJECTIFS ET RESULTATS DU PROJET

PNUAD 2007-2011 (avec extension à 2012) :

Ainsi, d'ici 2012 les populations D'ici 2011, les populations connaissent, expriment librement leurs droits, participent au processus démocratique et au développement socio-économique dans le cadre d'Institutions consensuelles axées sur les résultats.

EFFETS PP DU PNUAD:

- Le processus de décentralisation est amélioré et consolidé.
- Les citoyens bénéficient de Services publics de qualité.
- La gestion des finances publiques est améliorée.
- L'impact de l'aide publique sur les conditions de vie des populations est renforcé.
- L'administration publique, les partis politiques, la société civile et le secteur privé participent efficacement au processus de développement.

EFFETS DU CPAP:

- Le processus de décentralisation est amélioré et consolidé.
- Les prestations des services publics sont améliorées et mieux coordonnées et le niveau de corruption est sensiblement réduit.
- La promotion et la protection des droits des populations sont mieux assurées.
- Les règles du jeu démocratique sont mieux connues et respectées par tous les acteurs.

Comme on l'aura constaté, le Plan d'action (CPAP) et ses quarts (4) effets, sont adossés au Programme des Nations Unies d'Aide au Développement (PNUAD).

Ce plan d'action est orienté vers :

- L'amélioration de la décentralisation.
- L'amélioration des prestations des services publics.
- La promotion et la protection des droits des populations.
- Une meilleure gestion des règles de jeux démocratique.

Les éléments clés du plan stratégique sont les suivants :

- **Effet 1 : Le processus de décentralisation est consolidé :**

- **Cible :**

- Appui à l'élaboration d'au moins 43 Plans de Développement Local (PDL) prenant mieux en compte les attentes des femmes.
- 60 % au moins des usagers satisfaits des prestations des collectivités locales.
- Au moins 20 % des femmes présentes dans les instances de prise de décisions.

- **Effet 2 : Les prestations des services publics sont améliorées :**

- **Cible :**

- Assistance technique pour renforcer les normes de comptabilité et d'audit.
- 60 % des juges formés.
- Au moins 60 % des usagers satisfaits des services publics.

- **Effet 3 : La promotion et la protection des droits des populations sont mieux assurées**

- **Cible :**

- Au moins 35 % de personnes vulnérables, dont les femmes, ont bénéficié d'assistance judiciaire.
- 60 % des opérateurs informés sur le code des marchés publics.
- Les tensions au sein des populations sont considérablement réduites.

- **Effets 4 : Les règles du jeu démocratique sont mieux connues et respectées par tous les Acteurs**

- **Cible :**

- Au moins 53 % des populations satisfaites du fonctionnement des institutions démocratiques.
- Le taux de participation aux différents scrutins passe à 75%.
- 60 % de la population rurale informée et sensibilisée sur les enjeux de la paix et de la sécurité.

IV- EXAMEN ET ANALYSE DE L'ATTEINTE DES RESULTATS

4.1 RESULTATS ATTENDUS

1.0 Amélioration et consolidation de la Gouvernance locale

1.1 La formation des populations et de 250 acteurs clés de la décentralisation est assurée pour une gestion efficace des collectivités locales et la participation de qualité des femmes et des jeunes dans les instances de prise de décision.

2.0 Amélioration des prestations des services publics

2.1 L'efficacité interne des services publics est améliorée et les mécanismes de coordination de l'aide renforcés et conformes à l'esprit de la déclaration de Paris.

2.2 La transparence dans le fonctionnement de l'administration publique est renforcée par une meilleure connexion de la chaîne des dépenses publiques et la formation en audit et passation des marchés.

2.3 La lutte contre l'impunité est améliorée à travers le renforcement des capacités de la Chambre des comptes et des organisations publique et associative de lutte contre la corruption (ANLC, OSC).

3.0 Promotion et protection des droits des populations

3.1 Des mécanismes d'information de proximité et d'accompagnement sont mis en place et mieux structurés pour favoriser l'accès à la justice des populations pauvres et vulnérables.

3.2 L'organisation judiciaire est rationalisée et dispose d'un personnel mieux formé et plus conscient de leurs rôles dans la construction de la démocratie et de l'état de droit.

3.3 La promotion et la protection des droits des populations sont mieux assurés, notamment avec l'implication des OSC.

4.0 Connaissance et respect des règles du jeu démocratique par les acteurs

- 4.1 La communication entre les principaux acteurs de la vie politique est améliorée et les partis politiques, les syndicats, les OSC et les médias jouent leur rôle dans la promotion de la démocratie.
- 4.2 Le processus électoral est amélioré avec un cadre institutionnel aligné sur les standards internationaux.
- 4.3 Un programme de renforcement des capacités des radios rurales et communautaires est mis en œuvre pour la promotion des OMD et du dialogue social.
- 4.4 Un environnement sécurisé est créé pour permettre la finalisation harmonieuse de la transition et poser les jalons du développement.
- 4.5 Les nouveaux facteurs de risques de conflits issus de la transition sont identifiés et des actions préventives initiées.

4.2 REALISATIONS ET LEUR CONTRIBUTION A L'EFFET

Effet 1 : L'amélioration de la décentralisation.

- Des diagnostics participatifs communautaires réalisés dans certaines CU et CR des 4 régions naturelles du pays.
- Des caravanes de la décentralisation sont organisées dans les 4 régions naturelles du pays.
- 5 cadres de concertation (regroupant les autorités administratives, élus locaux, OSC, partis politiques, syndicats, médias, projets...) ont été organisés au niveau local.
- 25 Inspecteurs du MDDL ont été formés en audit des collectivités locales.
- La Lettre Nationale de Politique de la Décentralisation et du Développement Local a été élaborée.
- L'étude sur la monographie de Boké et Boffa a été finalisée et validée.
- 3 ateliers de validation du document de Politique Nationale de la décentralisation ont été organisés à Kindia, Labé et Mamou.
- Le fonctionnement de l'école de Sérédou (Macenta) a fait l'objet de TDR pour son évaluation et c'est l'UE qui a finalement financé l'évaluation.
- 450 élus locaux, OSC, cadres des services techniques déconcentrés du pays ont été formés sur le contenu du Code des Collectivités.

Effet 2 : L'amélioration des prestations des services publics.

- 1/2 CDMT (Cadre de Dépenses Moyen Terme) appuyé, en l'occurrence le Ministère de l'Education Nationale ; le Ministère de la Santé n'ayant pas pu être réalisé.
- 50 Contrôleurs et Inspecteurs d'Etat sont formés en audit.
- 2 Séminaires gouvernementaux ont été organisés dont :
 - 1 (un) sur la cohésion et la solidarité gouvernementale ;
 - Et l'autre, pour la validation du Programme de Réforme de l'Etat et de Modernisation de l'Administration (PREMA) organisé. A cet égard, les actions préliminaires menées ont permis d'atteindre des résultats appréciables dont l'identification de 7 404 Agents en activité payés et non postés, 1 032 Agents décédés et payés, etc.
- Le Document d'Appui à la Gouvernance (DAP) a été évalué.
- Le projet de document du profil annuel de la gouvernance a été élaboré.
- Les formations sur la Publication d'un bulletin sur les marchés publics exécutés sur le site web du MACEF ont été finalisées.
- L'appui aux Institutions Républicaines en termes d'équipements et de formation plus particulièrement le CNT dans le cadre de l'analyse de la loi de finances et le CES pour son fonctionnement, a été réalisé. Certains départements ministériels tels : la Coopération et le Plan ont été également appuyés en termes d'équipements informatiques et de bureautiques dans le cadre du renforcement de leurs capacités.
- L'appui à l'élaboration d'une Vision prospective: mise en place d'une assistance technique, de l'équipement et des fournitures diverses aux structures compétentes, sensibilisation dans ce cadre en vue de la mobilisation d'autres partenaires.
- L'appui institutionnel (formation, équipements) aux organismes publics et associatifs engagés dans la lutte contre les infractions économiques et financières a été réalisé.
- L'appui à l'organisation d'une Conférence des PTFs pour le financement du développement de la Guinée: mise en place (juin 2011) d'une équipe d'experts (nationaux et internationaux) pour la préparation de la Conférence. Revue des rapports thématiques / sectoriels.
- Un document du projet "**Possibilités pour la Guinée d'intégrer le Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP)**" disponible et plaidoyer à poursuivre auprès du Gouvernement pour la mise en place des organes (le Conseil National et le Secrétariat Exécutif), les visites de

terrain, la préparation du document d'entrée de la Guinée au processus et la signature du protocole liant le MAEP à la Guinée.

- Un Site Web pour le Ministère de l'Audit et du Contrôle Economique et Financier (MACEF) a été conçu et développé.
- Des formations pour la publication d'un bulletin sur les marchés publics exécutés sur le site web du MACEF effectuées et l'obtention de l'accord d'hébergement des données entre le Ministère de l'Economie et des Finances et le Ministère de l'Audit et du Contrôle Economique et Financier et la publication des marchés sous forme de bulletin.
- L'appui à l'élaboration d'une Vision prospective "**Guinée, Vision 2035**". Après la constitution des groupes thématiques, le recrutement des consultants, un premier comité de pilotage s'est tenu courant novembre 2012.
- L'appui à la préparation de la Conférence des donateurs pour le financement du développement de la Guinée, prévue à Abou-Dabi après les élections législatives.

Le Gouvernement a organisé dans ce cadre, à Conakry, les 14 et 15 septembre 2012, un grand Forum économique portant sur le thème « **Diversification de l'Économie et Bonne Gouvernance pour une Guinée Émergente** ». L'objectif de ce Forum était d'échanger sur les politiques et les stratégies de développement à mettre en œuvre à court, moyen et long termes, dans la perspective pour la Guinée de rejoindre le concert des pays émergents.

Effet 3 : La promotion et la protection des droits des populations.

3.1 Formation

- 750 Pairs Educateurs (150 par région naturelles et la ville de Conakry) formés sur la Gouvernance démocratique, technique de communication, de montage de projet et de mobilisation de ressources; en leadership transformationnel et lutte contre le VIH/SIDA.
- 35 animateurs et animatrices juridiques communautaires de la Moyenne Guinée formés en qualité de Para juristes.
- 45 OPJ et OSC de la Moyenne Guinée formés et outillés sur les dispositions du Code pénal et du Code de procédures pénales relatives à la Garde à Vue.
- 5 OPJ et 84 taxis motards formés sur les méfaits de la corruption et le respect du code de la route dans la commune urbaine de Kindia et celle de Labé.

- 131 femmes ont été formées sur diverses thématiques dont :
 - 81 femmes, dont 38 femmes sur le leadership féminin et 43 sur la gouvernance locale et la décentralisation dans la préfecture de Kindia ;
 - 50 femmes (Secrétaires générales, chefs de cabinet, inspectrices générales, directrices nationales, préfectorales) sur le leadership féminin dans le management public avec pour thème << AFFIRMATION DE SOI >>.
- 58 magistrats ont été formés en rédaction des décisions de justice et 19 juges d'instruction ont été formés sur la conduite de l'instruction.
- 53 OPJ ont été formés sur les techniques d'enquête respectant les droits humains.
- 500 Agents judiciaires et de sécurité sont formés sur la convention des NU contre les traitements inhumains et dégradants.
- 600 jeunes leaders (des partis politiques, de la société civile et des jeunes entrepreneurs) ont été formés, dont 350 sur la non-violence et au recours aux moyens pacifiques de résolution des conflits et 250 en techniques de montage de projet et de mobilisation des ressources.
- 160 Agents (100 pour la Basse et Moyenne Guinée, 60 pour la Haute et Guinée forestière) des Unités d'intervention de la Police et de la Gendarmerie ont été formés sur la déontologie et les libertés publiques.
- 313 Journalistes formés sur diverses thématiques :
 - 45 journalistes AGP en traitement de l'information ;
 - 50 journalistes des radios publiques et privées de Conakry formés en : i) gestion technique des Studios, Régie de TV et de radios en guinée, et ii) radiodiffusion et télévision ;
 - 45 journalistes des médias publics et privés en chronique judiciaire ;
 - 28 journalistes en technique d'investigation des cas de corruption dans le secteur de la santé ;
 - 60 journalistes des médias publics et privés (radio, presse écrite et presse en ligne) en traitement d'informations sensibles ;
 - 83 journalistes formés, dont 30 sur les techniques des émissions interactives, 23 en camera, prise de vue, réalisation et 30 aux genres journalistiques.

- Les capacités de 100 Auxiliaires de justice de Conakry (Chefs de contentieux des banques, avocats, huissiers, greffiers, notaires) ont été renforcées sur les règles du droit des affaires en Guinée en conformité avec le droit communautaire OHADA.
- Les thèmes de formation ont porté sur :
 - Les actes uniformes relatifs au droit commercial général.
 - Aux règles de constitution, de fonctionnement et de dissolution de sociétés commerciales, de groupements d'intérêt économique et de société coopérative.
 - Les nouvelles règles sur les garanties des créances par les sûretés réelles et personnelles ainsi que les procédures du recouvrement.
- L'atelier de réflexion sur la pérennisation des Centres d'Information de Proximité a été organisé, 24 participants constitués des Procureurs et Présidents des Tribunaux de Première Instance des 4 régions naturelles du pays, du Chef de cabinet du Ministère d'Etat à la justice, du Directeur National de la Décentralisation, de l'Expert en Gouvernance du PNUD, de la représentante de l'UCC, de l'Unité de Gestion du Programme gouvernance, des responsables des CIP et du Chef SERACCO de Kindia ont pris part et un mécanisme de transfert des CIP dans le portefeuille de l'Etat a été identifié/retenu.

3.2 Sensibilisation

- 5 séances dont 4 à Labé (Toolou, CR de Tountouroun) 1 à Kindia (CR de Bangouyah) de sensibilisation des élèves et agriculteurs sur la cohabitation pacifique et le respect des couloirs de transhumance sont organisées.
- 120 jeunes et femmes de la CR de Fafaya et la CU de Koubia (Moyenne Guinée) sont sensibilisés sur le processus électoral.
- 1 caravane de la paix organisées à Kindia, Coyah et Téliélé.
- 6 campagnes d'émissions radios de sensibilisation en droits humains sont réalisées, à travers les CIP, dans les 4 régions naturelles du pays.
- 5 foras régionaux ont été organisés et 5 Comités locaux de paix mis en place à N'Zérékoré, Kankan, Labé, Kindia et Conakry. Une campagne nationale antifraude a été réalisée.
- 50 émissions radio (10 par région naturelle et Conakry) de sensibilisation sur les règles en matière de garde à vue ont été organisées.
- 1000 citoyens (250 par CIP) sensibilisés sur les droits et devoirs du citoyen.

- 100 jeunes leaders (partis politiques, société civile, etc.) de Conakry sont sensibilisés sur la culture de la paix et de la non-violence.
- Le Code de conduite FDS et les Résolutions du Conseil de Sécurité Nations Unies 1325/1820/1888 ont été vulgarisés dans certaines garnisons militaires (Camp Alpha Yaya, Km 36 et Kissidougou).

3.3 Assistance judiciaire

- 1110 personnes vulnérables (femmes, handicapés, PVVIH, jeunes, malades mentaux, etc.) en conflit avec la loi ont bénéficié d'une assistance judiciaire gratuite de proximité.

3.4 Appui/Etude

- L'Observatoire National des Droits de l'Homme est mis en place.
- 1500 dépliants ont été confectionnés par les 5 CIP ; 40 émissions radios produites/diffusées et rediffusés en 20 jours par chaque CIP pour la visibilité des CIP.
- L'appui à l'OGDH pour la publication d'un bulletin annuel des droits de l'homme en République de Guinée a été fait.
- L'appui à la conduite d'une étude sur la détention préventive en Guinée, Sierra-Léone et au Ghana, en collaboration avec Open Society Institute, a été réalisé.
- Le Film documentaire sur les Centre d'Information de Proximité (CIP), à travers le Projet Gouvernance, a été produit.

Effet 4 : Une meilleure gestion des règles du jeu démocratique.

Au plan de la gestion des règles du jeu démocratique, les actions suivantes ont été réalisées :

- Elaboration du budget des opérations électorales et du tableau d'affectation des ressources.
- Mobilisation des ressources en vue de combler le besoin de financement des élections législatives.
- Audit du fichier électoral de l'élection présidentielle 2010.
- Organisation périodique des réunions des points focaux élections (CENI, MATD et Partenaires).
- Appui des CIP dans la formation et la conduite des recensements des citoyens à travers les circonscriptions électorales.

IV – DEFIS ET CONTRAINTES MAJEURES

L'un des défis majeurs du Projet était la réalisation de toutes les activités inscrites aux PTA 2007-2012 avant fin décembre 2012, date de clôture du cycle. Ce à quoi la coordination du projet s'est activement employée.

En termes de contraintes majeures, il est à noter :

- Le retard dans la mise à disposition des fonds de la part du PNUD.
- Le retard accusé par les bénéficiaires pour le dépôt, à temps, des rapports et autres pièces justificatives.
- Le non décaissement de fonds de la contrepartie nationale.
- L'instabilité institutionnelle constatée au niveau national.
- La mobilité d'un certain nombre de cadres du projet non remplacés à temps.
- L'inexistence de la petite caisse, à compter de 2009.

V –LEÇONS APPRISES ET BONNES PRATIQUES IDENTIFIEES

La mise en œuvre des activités a suscité un grand engouement auprès des bénéficiaires tant au niveau central qu'au niveau des populations à la base, surtout au niveau des activités des CIP.

- L'appui technique et financier au Ministère de la Communication, à travers l'organisation et le financement de sept (7) ateliers de formation, ont permis de renforcer les capacités des journalistes, techniciens et réalisateurs des médias publics et privés sur l'éthique et la déontologie, dans le cadre de la consolidation de la paix. En d'autres termes, ces sessions de formation ont contribué au changement dans l'écriture journalistique, l'amélioration des prises de vues, de sons et de plans à travers la presse audiovisuelle et le comportement physique et moral des journalistes. Dans la pratique, on observe une nette amélioration des émissions interactives en particulier.
- Dans le domaine de la promotion des droits de l'homme, les CIP ont servi de cadre pour l'information, la sensibilisation et la formation des populations à la base sur leurs droits et devoirs, mais aussi, pour l'assistance judiciaire de proximité aux personnes vulnérables (1200), notamment les femmes et les jeunes en conflit avec la loi. Ceci a permis aux populations de mieux connaître leurs droits par rapport aux dispositions des codes de procédures pénales et civiles en cas de détention préventive mais surtout de les revendiquer lorsque ceux-ci sont violés.

Ces centres sont devenus de véritables pôles d'attraction de toutes les couches sociales, en quête d'informations sur la sur la gouvernance locale et sur le processus électoral.

- Au niveau de la Décentralisation, la formation de 300 élus locaux sur le contenu du Code des collectivités a eu pour effet une meilleure appréhension par ces derniers des aspects juridiques, de l'organisation et du fonctionnement des collectivités locales, de la coopération décentralisée et la planification fiscale ; de la gestion financière et comptable des collectivités locales. La bonne pratique observée auprès des communes bénéficiaires de ces formations a été l'élaboration de leurs propres plans de développement local et du budget y référant, en passant par la recherche de partenaires et de financement.

VI -GESTION FINANCIERE : (gestion des paiements directs, gestion des avances, exécution budgétaire)

Année	Budget	Dépenses paiements directs	Dépenses avances de fonds	Total dépenses	Solde	Exécution budgétaire
2007	733 333	369507,06	0	369507,06	363 825,94	50,39%
2008	1 885 904 593 GNF	0	1 499 685 339 GNF	1 499 685339GNF	386219254GNF	79,52%
2009	2 482 865 562 GNF	0	2 387 932 072 GNF	2 387 932072GNF	94933490GNF	96,18%
2010	620 000	552933,27	0,00	552933,27	67 066,73	89,18%
2011	1 202 500,68	1164202,23	0	1164202,23	38 298,45	96,82%
2012	1 094 000	736841,81	0	825173,56	268 826,44	75,43%

VII -PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

- Poursuivre l'appui aux Institutions républicaines et la réforme de l'Etat.
- Redynamiser le CIP de N'Zérékoré et restaurer celui de Conakry, conformément aux recommandations des deux (2) réunions du Comité de pilotage du projet, tenues les 20 mars et 29 novembre 2012 ainsi que de l'atelier de réflexion sur la pérennisation des CIP tenu à Kindia les 20 et 21 Novembre 2012.
- Poursuivre le plaidoyer pour l'entrée de la Guinée au Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP).
- Assurer un plaidoyer au près du PNUD pour la poursuite du financement de certaines activités des CIP au-delà du 31 décembre 2012, trois (3) mois au moins, avant que ces Centres ne tombent dans le porte feuille de l'Etat qui en assumera dorénavant et pleinement la gestion.

- Assurer un plaidoyer au près du PNUD pour la poursuite du financement de certaines activités des CIP au moins les trois (03) premiers mois de l'année 2013 avant leur transfert dans le portefeuille de l'Etat, lequel en assumera dorénavant et pleinement la gestion.
- Procéder assez rapidement au recrutement des Consultants et à l'évaluation du Projet dans la perspective de la clôture du cycle, en fin décembre 2012.

VIII –PERSPECTIVES

A partir de 2013, le programme qui sera mis en place devrait consolider les acquis et développer des activités stratégiques, notamment dans la refondation de l'Etat, la lutte contre la corruption et un appui aux Institutions républicaines.

CONCLUSION

En dépit d'un contexte sociopolitique particulièrement difficile, au cours de la décennie passée, d'importantes activités qui contribuent au renforcement des capacités des élus locaux, à l'amélioration des prestations des services publics, à la modernisation de l'Administration publique, à la gestion des collectivités et à la promotion des droits humains ont été réalisées par le PAGDeRC.

Au regard de la nécessité de refonder l'Administration publique, à la suite du processus électoral en cours, en vue de renforcer la gouvernance et de relancer le développement économique et social, l'importance stratégique de ce projet est devenue incontournable.

Le Projet s'est employé à doter le pays, dans une telle perspective d'une vision stratégique et consensuelle, d'une démarche pour le développement des technologies de l'information et de la communication et de façon plus spécifique pour le développement de la gouvernance électronique au sein de l'Administration publique.

En outre, les activités pilotes initiées ont contribué à renforcer les capacités des agents publics dans l'utilisation de l'outil informatique et à améliorer la communication et le partage de l'information. Toutefois, les résultats atteints demandent encore à être consolidés et devraient pouvoir déboucher sur l'un des programmes les plus structurants, lors du prochain cycle.

Nous pensons qu'avec la mise en place d'un gouvernement, issu de l'élection présidentielle 2010, suivi prochainement de l'organisation d'élections législatives et communales, plusieurs axes stratégiques peuvent être développés en terme d'appui aux Institutions pour permettre au PNUAD et au CPAP de réaliser pleinement les objectifs fixés dans le cadre de coopération.

C'est l'occasion de remercier vivement les autorités administratives à tous les niveaux, les partenaires techniques et financiers, notamment le PNUD, pour l'engagement et les appuis constants dont ils ont fait montre dans la mise en œuvre des activités au cours du Cycle 2007- 2012.

ANNEXES

1. TABLEAU RECAPITULATIF DES REALISATIONS

EFFET	ANNEE	REALISATIONS
Effet 1 : L'amélioration de la décentralisation	2007-2008	<ul style="list-style-type: none"> • Des diagnostics participatifs communautaires réalisés dans certaines CU et CR des 4 régions naturelles du pays.
	2009	<ul style="list-style-type: none"> • Des caravanes de la décentralisation sont organisées dans les 4 régions naturelles du pays. • 5 cadres de concertation (regroupant les autorités administratives, élus locaux, OSC, partis politiques, syndicats, médias, projets...) ont été organisés au niveau local. • 25 Inspecteurs du MDDL ont été formés en audit des collectivités locales. • 150 élus, OSC, cadres des services techniques déconcentrés ont été formés sur le Code des Collectivités.
	2010	<ul style="list-style-type: none"> • La Lettre Nationale de Politique de la Décentralisation et du Développement Local a été élaborée. • L'étude sur la monographie de Boké et Boffa a été finalisée.
	2011	<ul style="list-style-type: none"> • 3 ateliers de validation du document de Politique Nationale de la décentralisation ont été organisés à Kindia, Labé et Mamou. • La monographie de Boké et Boffa a été validée. • Le fonctionnement de l'école de Sérédou (Macenta) a fait l'objet de TDR pour son évaluation et c'est l'UE qui a finalement financé l'évaluation.
	2012	<ul style="list-style-type: none"> • 300 élus locaux du pays (75 par région naturelle) sont formés sur le contenu du Code des collectivités.

Effet 2 : L'amélioration des prestations des services publics	2009	<ul style="list-style-type: none"> • 1/2 CDMT (Cadre de Dépenses Moyen Terme) appuyé, en l'occurrence le Ministère de l'Education Nationale. • 50 Contrôleurs et Inspecteurs d'Etat sont formés en audit.
	2010	<ul style="list-style-type: none"> • Un séminaire gouvernemental sur la cohésion et la solidarité gouvernementale a été organisé. • 60 journalistes des médias publics et privés (radio, presse écrite et presse en ligne) ont été formés en traitement d'informations sensibles • Le Document d'Appui à la Gouvernance (DAP) a été évalué.
	2011	<ul style="list-style-type: none"> • Le projet de document du profil annuel de la gouvernance a été élaboré. • L'appui aux Institutions Républicaines en termes d'équipements et de formation plus particulièrement le CNT dans le cadre de l'analyse de la loi de finances et le CES pour son fonctionnement, a été réalisé. Certains départements ministériels tels : la Coopération et le Plan ont été également appuyés en termes d'équipements informatiques et de bureautiques dans le cadre du renforcement de leurs capacités. • L'appui à l'élaboration d'une Vision prospective: mise en place d'une assistance technique, de l'équipement et des fournitures diverses aux structures compétentes, sensibilisation dans ce cadre en vue de la mobilisation d'autres partenaires. • L'appui institutionnel (formation, équipements) aux organismes publics et associatifs engagés dans la lutte contre les infractions économiques et financières a été réalisé. • L'appui à l'organisation d'une Conférence des PTFs pour le financement du développement de la Guinée: mise en place (juin 2011) d'une équipe d'experts (nationaux et internationaux) pour la préparation de la Conférence. Revue des rapports thématiques/sectoriels.

	2012	<ul style="list-style-type: none"> • Un document du projet ''Possibilités pour la Guinée d'intégrer le Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP'' disponible et plaider à poursuivre auprès du Gouvernement pour la mise en place des organes (le Conseil National et le Secrétariat Exécutif), les visites de terrain, la préparation du document d'entrée de la Guinée au processus et la signature du protocole liant le MAEP à la Guinée. • Un Site Web pour le Ministère de l'Audit et du Contrôle Economique et Financier (MACEF) a été conçu et développé. • Des formations pour la publication d'un bulletin sur les marchés publics exécutés sur le site web du MACEF effectuées et l'obtention de l'accord d'hébergement des données entre le Ministère de l'Economie et des Finances et le Ministère de l'Audit et du Contrôle Economique et Financier et la publication des marchés sous forme de bulletin.. • Un séminaire gouvernemental pour la validation du Programme de Réforme de l'Etat et de Modernisation de l'Administration (PREMA) organisé. A cet égard, les actions préliminaires menées ont permis d'atteindre des résultats appréciables dont l'identification de 7 404 Agents en activité payés et non postés, 1 032 Agents décédés et payés, etc. • L'appui à l'élaboration d'une Vision prospective "Guinée, Vision 2035". Après la constitution des groupes thématiques, le recrutement des consultants, un premier comité de pilotage s'est tenu courant novembre 2012. • L'appui à la préparation de la Conférence des donateurs pour le financement du développement de la Guinée, prévue à Abou-Dabi après les élections législatives. <p>Le Gouvernement a organisé dans ce cadre, à Conakry, les 14 et 15 septembre 2012, un grand Forum économique portant sur le thème</p>
--	-------------	---

		<p>« Diversification de l'Économie et Bonne Gouvernance pour une Guinée Émergente ». L'objectif de ce Forum était d'échanger sur les politiques et les stratégies de développement à mettre en œuvre à court, moyen et long termes, dans la perspective pour la Guinée de rejoindre le concert des pays émergents.</p>
<p>Effet 3 :</p> <p>La promotion et la protection des droits des populations.</p>	<p>2007-2008</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 750 Pairs Educateurs (150 par région naturelles et la ville de Conakry) formés sur la Gouvernance démocratique, technique de communication, de montage de projet et de mobilisation de ressources; en leadership transformationnel et lutte contre le VIH/SIDA. • 35 Animateurs et animatrices juridiques communautaires de la Moyenne Guinée formés en qualité de Para juristes. • 5 séances dont 4 à Labé (Toolou, CR de Tountouroun) 1 à Kindia (CR de Bangouyah) de sensibilisation des éleveurs et agriculteurs sur la cohabitation pacifique et le respect des couloirs de transhumance sont organisées. • 120 jeunes et femmes de la CR de Fafaya et la CU de Koubia (Moyenne Guinée) sont sensibilisés sur le processus électoral. • 45 OPJ et OSC de la Moyenne Guinée formés et outillés sur les dispositions du Code pénal et du Code de procédures pénales relatives à la Garde à Vue. • 38 Femmes formés sur le leadership féminin dans la préfecture de Kindia. • 5 OPJ et 34 taxis motards formés sur les méfaits de la corruption et le respect du code de la route dans la commune urbaine de Kindia. • 1 caravane de la paix organisées à Kindia, Coyah et Téliélé. • 43 femmes formées et sensibilisées sur la gouvernance locale et la décentralisation organisées dans la CU de Kindia.
		<ul style="list-style-type: none"> • L'Observatoire National des Droits de l'Homme est mis en place.

	2009	<ul style="list-style-type: none"> • 48 femmes (secrétaire générale, chef de cabinet, inspectrice générale, directrices nationales, préfectorale) ont été formées au leadership féminin dans le management public. • 500 Agents judiciaires et de sécurité sont formés sur la convention des NU contre les traitements inhumains et dégradants. • 250 personnes vulnérables (femmes, handicapés, PVVIH, jeunes, malades mentaux, etc.) ont bénéficié d'une assistance judiciaire gratuite de proximité. • 250 jeunes leaders ont été formés en technique de montage de projet et de mobilisation des ressources. • 1500 dépliants ont été confectionnés par les 5 CIP ; 40 émissions radios produites/diffusées en 20 jrs par chaque CIP pour la visibilité des CIP. • 58 magistrats ont été formés en rédaction des décisions de justice et 19 juges d'instruction ont été formés sur la conduite de l'instruction. • 53 OPJ ont été formés sur les techniques d'enquête respectant les droits humains. • 6 campagnes d'émissions radios de sensibilisation en droits humains sont réalisées, à travers les CIP, dans les 4 régions naturelles du pays. • 50 femmes des services centraux et déconcentrés des unités administratives sont formées sur le leadership féminin avec pour thème << AFFIRMATION DE SOI>>.
	2010	<ul style="list-style-type: none"> • 5 foras régionaux ont été organisés et 5 Comités locaux de paix mis en place à N'Zérékoré, Kankan, Labé, Kindia et Conakry. • 250 personnes vulnérables (femmes, handicapés, PVVIH, jeunes, malades mentaux, etc.) ont bénéficié d'une assistance judiciaire gratuite de proximité.

		<ul style="list-style-type: none"> • 100 jeunes leaders (des partis politiques, de la société civile et des jeunes entrepreneurs) ont été formés sur la non violence et aux recours aux moyens pacifiques des résolutions des conflits. • L'appui à l'OGDH pour la publication d'un bulletin annuel des droits de l'homme en République de Guinée. • Le Centre d'Information de Proximité(CIP) et le Tribunal de Première Instance de Labé ont été rénovés (l'estrade rénovée, équipée et la salle d'audience carrelée).
	<p>2011</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Une campagne nationale antifraude a été réalisée. • 250 personnes vulnérables (femmes, handicapés, PVVIH, jeunes, malades mentaux, etc.) ont bénéficié d'une assistance judiciaire gratuite de proximité. • 160 Agents (100 pour la Basse et Moyenne Guinée, 60 pour la Haute et Guinée forestière) des Unités d'intervention de la Police et de la Gendarmerie ont été formés sur la déontologie et les libertés publiques. • 100 jeunes leaders (partis politiques, société civile, etc.) de Conakry sont sensibilisés sur la culture de la paix et de la non-violence. • 83 journalistes formés, dont : <ul style="list-style-type: none"> ➤ 30 sur les techniques des émissions interactives. ➤ 20 en camera, prise de vue, réalisation. ➤ 30 aux genres journalistiques. • 50 émissions radio (10 par région naturelle et Conakry) de sensibilisation sur les règles en matière de garde à vue ont été organisées. • 1000 citoyens (soit 250 par CIP) sensibilisés sur les droits et devoirs du citoyen. • Le Code de conduite FDS et les Résolutions du Conseil de Sécurité Nations Unies 1325/1820/1888 ont été vulgarisés dans

		<p>certaines garnisons militaires (Camp Alpha Yaya, Km 36 et Kissidougou).</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'appui à la conduite d'une étude sur la détention préventive en Guinée, Sierra-Léone et au Ghana, en collaboration avec Open Society Institute. • Le Film documentaire sur les Centre d'Information de Proximité (CIP), à travers le Projet Gouvernance, a été produit et est en passe d'être diffusé.
	2012	<ul style="list-style-type: none"> • 250 jeunes leaders du pays sont formés sur la non-violence et au recours aux moyens pacifiques de résolution des conflits. <ul style="list-style-type: none"> ➤ 100 jeunes leaders à Conakry dont 20 femmes ; ➤ 50 à Kindia dont 15 femmes ; ➤ 50 à Labé dont 15 femmes ; ➤ 50 à Kankan dont 15 femmes. • 360 personnes vulnérables (femmes, handicapés, PVVIH, jeunes, malades mentaux, etc.) ont bénéficié d'une assistance judiciaire gratuite de proximité. • 170 Journalistes formés sur diverses thématiques : <ul style="list-style-type: none"> ➤ 45 journalistes AGP en traitement de l'information ; ➤ 50 journalistes des radios publiques et privées de Conakry formés en : i) gestion technique des Studios, Régie de TV et de radios en guinée, et ii) radiodiffusion et télévision ; ➤ 45 journalistes des médias publics et privés en chronique judiciaire et ➤ 28 journalistes en technique d'investigation des cas de corruption dans le secteur de la santé. • Les capacités de 100 Auxiliaires de justice de Conakry (Chefs de contentieux des banques, avocats, huissiers, greffiers,

		<p>notaires) ont été renforcées sur les règles du droit des affaires en Guinée en conformité avec le droit communautaire OHADA.</p> <p>Les thèmes de formation ont porté sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les actes uniformes relatifs au droit commercial général. ➤ Aux règles de constitution, de fonctionnement et de dissolution de sociétés commerciales, de groupements d'intérêt économique et de société coopérative. ➤ Les nouvelles règles sur les garanties des créances par les sûretés réelles et personnelles ainsi que les procédures du recouvrement. <ul style="list-style-type: none"> • L'atelier de réflexion sur la pérennisation des Centres d'Information de Proximité a été organisé. 24 participants constitués des Procureurs et Présidents des Tribunaux de Première Instance des 4 régions naturelles du pays, du Chef de cabinet du Ministère d'Etat à la justice, du Directeur National de la Décentralisation, de l'Expert en Gouvernance du PNUD, de la représentante de l'UCC, de l'Unité de Gestion du Programme gouvernance, des responsables des CIP et du Chef SERACCO de Kindia ont pris part et un mécanisme de transfert des CIP dans le portefeuille de l'Etat a été identifié/retenu.
<p>Effet 4 :</p> <p>Une meilleure gestion des règles du jeu démocratique.</p>	<p>2012</p>	<p>Au plan de la gestion des règles du jeu démocratique, les actions suivantes ont été réalisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Elaboration du budget des opérations électorales et du tableau d'affectation des ressources. • Mobilisation des ressources en vue de combler le besoin de financement des élections législatives. • Audit du fichier électoral de l'élection présidentielle 2010. • Organisation périodique des réunions des points focaux élections (CENI, MATD et Partenaires).

RAPPORT FINANCIER GLOBAL

Selon le PBB, la situation financière globale du cycle (2007-2012) se présente comme suit :

Désignation	2007	2008	2009	2010	2011	2012	TOTAL
BUDGET	733 333,00	683 000,00	940 000,00	620 000,00	1 202 500,68	1 094 000,00	5 272 833,68
DEPENSES	661 788,37	265 550,49	806 634, 54	546 953,97	1 164 202,23	825 174,56	4 270 304

INVENTAIRE A LA DATE DE CLOTURE